

Sommet UA: débat sur la CPI après un accord a minima sur les institutions

SYRTE, Libye (AFP) - Les dirigeants africains clôturaient vendredi un sommet de trois jours à Syrte (Libye) en débattant de la Cour pénale internationale (CPI), vilipendée par leur hôte Mouammar Kadhafi, après avoir arraché un compromis a minima sur leurs institutions communes.



Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi lors d'un sommet des chefs de d'Etat de l'Union africaine (UA) le 1er juillet 2009 (© AFP - Mahmud Turkia)

Malgré une très courte nuit, en raison d'une discussion marathon jusqu'à quatre heures du matin, les chefs de d'Etat de l'Union africaine (UA) se sont retrouvés vendredi en milieu de journée et leur rencontre se poursuivait en fin d'après-midi.

Ils ont passé en revue, plus longuement que prévu, la série de conflits et de crises qui minent leur continent, en accordant une attention particulière à la Somalie.

Ils devaient ensuite se pencher sur un projet de résolution dans lequel les 53 membres de l'UA assurent, selon la dernière mouture, qu'ils "ne coopéreront pas" avec la CPI pour l'arrestation du président soudanais Omar el-Béchir, sous le coup d'un mandat d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour.

La proposition, fermement soutenue par le colonel Kadhafi et qui avait donc des chances d'être adoptée selon plusieurs délégations, risque de placer en porte-à-faux les 30 Etats africains ayant ratifié les statuts de la CPI.

Adversaire déterminé de la CPI, M. Kadhafi, président en exercice de l'UA, considère la CPI comme un instrument des Occidentaux pour établir un "nouveau terrorisme mondial".

Omar el-Béchir était présent à l'ouverture du sommet mercredi mais il est parti depuis.

Le "Guide" libyen s'est dit prêt à recevoir en septembre à Syrte un sommet extraordinaire, qui coïnciderait avec le 40e anniversaire de son accession au pouvoir, où la question du Soudan et de la CPI serait à nouveau évoquée.

Tard dans la nuit de jeudi à vendredi, les dirigeants africains ont réussi à mettre fin à un débat houleux qui durait depuis plusieurs mois.

Ils ont décidé de remplacer l'actuelle Commission de l'UA par une "Autorité" disposant d'un rôle de "coordination" en matière de "politique de défense commune". Elle pourra aussi "parler au nom" de toute l'UA "au sein des organismes internationaux, notamment dans le domaine de la politique extérieure", mais sur mandat des Etats membres.

Pour entrer en vigueur, cette Autorité devra d'abord être approuvée par l'ensemble des parlements nationaux.

Il s'agit, selon les diplomates, d'une timide avancée vers les "Etats-Unis d'Afrique" dont Mouammar Kadhafi a fait son grand projet.

Un délégué d'un pays d'Afrique de l'Est reconnaissait vendredi "ne pas y voir encore tout à fait clair" sur la portée réelle des changements intervenus.

Pour le ministre béninois des Affaires étrangères Jean-Marie Ehouzou, "les Etats sont prêts à laisser tomber une partie de leur souveraineté au profit de cette Autorité".

Mais certains pays, comme le Nigeria et plusieurs Etats d'Afrique australe, ont clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts à aller jusque-là, estimant qu'une coopération économique accrue devait précéder l'intégration politique.

Un délégué d'un de ces pays parlait même d'une "embuscade" tendue par Mouammar Kadhafi pour forcer leur assentiment.

Un autre assurait que des concessions avaient été faites car "il est difficile pour des pays fragiles et instables" de s'opposer à l'influent chef libyen. Il notait aussi que, parmi les Etats réticents, seuls les plus importants ou les plus éloignés géographiquement de la Libye avaient publiquement fait connaître leur désaccord.